

Bulletin d'information sur la nutrition

N° 00 Janvier-Mars 2022



ENQUETE NUTRITIONNELLE
NATIONALE 2021

01 enfant sur 10 est malnutri
au Burkina Faso



Sommaire

Editorial

Lettre de l'éditeur03

Actualités

Plan strategique multisectoriel
de nutrition au Burkina Faso.....04

Politique Nationale Multisectorielle
de Nutrition.....05

Situation alimentaire et nutritionnelle.....06

Chiffres clés

Analyse IPC de la malnutrition aiguë.....07

Enquête nutritionnelle nationale 202108

Focus

PNIN-Burkina09

Sommet Tokyo 202110

Note Politique

Malnutrition chronique dans les régions
les plus critiques du Burkina11

Directrice de publication:

Dr Ella COMPAORE

Co Directeur de publication

Boureima OUEDRAOGO

Coordinateur de la rédaction

Pascal NAKELSE

Rédacteurs en chef

Kassoum SORI

Issa OUATTARA

Comité de rédaction

Ousmane OUEDRAOGO

Paulin KAHOUN

Sery BAOUA

Yassia ZAGRE

Zakaria TEGUERA

Olo Fabrice KAMBOU

Rodrigue KOUAME

Estelle BAMBARA

Ousmane OUEDRAOGO

Ibrahim BAYILI

Mouonkoun DABIRE

Carine TRAORE

Constantine NIANDA

Claude CHIGONGU

Paul KAGAYO

Josiane SAWADOGO



Dr Ella COMPAORE
Secrétaire Technique chargée
de l'Alimentation et de la Nutrition

Cher(e)s lecteurs/lectrices,

Depuis son adhésion au Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition), mouvement de renforcement de la nutrition en 2011, le Burkina Faso s'est résolument tourné vers une approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition. Cela s'est matérialisé notamment par la révision de sa politique de nutrition qui a été adoptée le 03 juin 2020 en Conseil des Ministres. La mise en œuvre efficace et efficiente du plan stratégique multisectoriel de nutrition requiert la disponibilité des informations et des données nutritionnelles que les décideurs peuvent exploiter à bon escient.

La Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN) est une réponse adéquate à cette nécessité de capitalisation des données. En effet, elle vise à aider le pays à renforcer son système d'information et ses capacités d'analyse de données pour la nutrition, de manière à mieux étayer les décisions stratégiques pour prévenir la malnutrition et ses conséquences. L'initiative PNIN est conçue pour aider les pays membres du mouvement SUN à renforcer leurs capacités, à rassembler et analyser les données existantes sur l'état nutritionnel des populations et sur les facteurs ayant une influence sur le statut nutritionnel, y compris les politiques, les programmes et les investissements en lien avec la nutrition.

Les buts poursuivis sont entre autres de mesurer les progrès accomplis par rapport aux objectifs internationaux, analyser les données en vue de mieux comprendre comment la malnutrition peut être prévenue et contribuer à informer les politiques et programmes nationaux.

L'initiative PNIN a été officiellement lancée au Burkina Faso en janvier 2019 avec le soutien de l'Union Européenne. Cette plateforme de stockage, d'analyse et de diffusion des données nutritionnelles a atteint sa vitesse de croisière dans notre pays grâce à une équipe dynamique qui a rendu déjà disponible les résultats d'analyse de quelques questions de recherches. Le fruit de ces efforts mérite d'être mis sous le feu des projecteurs d'où le choix de la PNIN de multiplier les outils de communication.

Ce bulletin trimestriel d'information, en plus du site web (www.nutrition.bf), se veut une tribune de communication et de redevabilité des actions du plan stratégique multisectoriel de nutrition. En plus, ce canal d'information est un instrument de visibilité des actions de la PNIN. Il est destiné à tous les acteurs de la plateforme multisectorielle de nutrition particulièrement aux décideurs et aux partenaires techniques et financiers.

Le présent numéro nous plonge dans l'univers des acquis de la PNIN depuis son lancement, les sujets d'actualité en lien avec la nutrition ainsi que des activités qui entrent dans la mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel de nutrition. Toutes ces actions ont été rendues possibles grâce aux efforts conjugués des secteurs ayant des interventions sensibles ou spécifiques à la nutrition et les partenaires techniques et financiers que je salue au passage. C'est dans une synergie d'actions que nous parviendrons à l'atteinte des objectifs nationaux et internationaux en lien avec la nutrition dans un contexte humanitaire difficile.

Bonne lecture.

Dr Ella COMPAORE

*Secrétaire Technique chargée de
l'Alimentation et de la Nutrition*

Point focal SUN

PLAN STRATEGIQUE MULTISECTORIEL DE NUTRITION AU BURKINA FASO

53 indicateurs pour mesurer les programmes de nutrition

Les acteurs de la PNIN et les parties prenantes de la Politique nationale multisectorielle de nutrition (PNMN) se sont réunis du 16 au 18 février 2022 à Ouagadougou. Objectif, valider le document relatif au dictionnaire des indicateurs du Plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN). Au cours de ces trois (3) jours de travaux, les participants ont examiné et validé 53 indicateurs contenus dans le dictionnaire.



M. BOUREIMA OUEDRAOGO

Le coordonnateur de la PNIN à l'ouverture de l'atelier a félicité et encouragé les participants



L'atelier a réuni une trentaine d'experts des parties prenantes de la PNMN et de la PNIN

Un indicateur est une information qui fournit une indication pour la prise d'une décision. C'est une mesure qui décrit l'état ou le changement d'état, par comparaison dans le temps d'une personne (ou groupe de personnes) ; d'un objet (ou un groupe d'objets) ; d'une situation (relation entre différents éléments) qui peut être plus ou moins complexe.

Un indicateur, par comparaison, permet également d'apprécier des écarts par rapport à d'autres éléments comparables ou des normes, des standards ou des objectifs.

Les types d'indicateurs quantitatifs les plus fréquemment utilisés sont les fréquences absolues d'un phénomène, les proportions, les taux, les ratios et les moyennes. Les indicateurs contenus dans le dictionnaire sont issus du Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2020-2024. Ils se répartissent en deux (02) grandes catégories :

les indicateurs d'effet : ils ont trait aux changements qui apparaissent du fait des

interventions des programmes dans le court ou le moyen terme ;

Les indicateurs de produit qui mesurent le niveau d'atteinte des cibles visées par les interventions.

Le dictionnaire comprend une définition de l'indicateur, une méthode de calcul, un domaine de l'indicateur, une source de vérification, une périodicité et une méthode de collecte, ainsi que la structure en charge et le niveau de désagrégation de l'indicateur. Les indicateurs de nutrition présentés dans le dictionnaire ont pour but de fournir un cadre harmonisé pour le suivi et l'évaluation des programmes de nutrition au Burkina Faso.

Ceci permettra d'obtenir, en temps voulu, des informations cruciales sur l'efficacité des interventions à différents niveaux du système de surveillance (santé, sécurité alimentaire, protection sociale, Wash, éducation etc.). Ce dictionnaire servira plus

particulièrement au suivi et à l'évaluation des résultats du plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN). Il faut noter que cette liste des indicateurs sera mise à jour au fur et à mesure que le plan sera actualisé.

Comité de rédaction

POLITIQUE NATIONALE MULTISECTORIELLE DE NUTRITION

Le document dévoilé aux structures déconcentrées

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique à travers le Secrétariat technique chargé de l'Alimentation et de la Nutrition (STAN) a organisé les 28 et 29 mars 2022 à Manga un atelier de dissémination de la Politique nationale multisectorielle de nutrition (PNMN) et ses documents stratégiques. Cette session a été rendue possible grâce à l'appui financier de l'UNICEF.

Depuis son adhésion au Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) ou Mouvement de renforcement de la nutrition en 2011, le Burkina Faso s'est inscrit dans l'approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition. L'adoption en juin 2020 de la Politique Nationale Multisectorielle de Nutrition (PNMN) s'inscrit dans cette dynamique. La réussite de la mise en œuvre de ce référentiel nécessite une appropriation de son contenu par les différents acteurs. C'est dans ce sens que le STAN a organisé cet atelier au profit des structures déconcentrées des départements ministériels en charge de la santé, l'agriculture, l'éducation, le sport, le commerce, le genre, les ressources animales, l'environnement, l'eau et l'assainissement des régions du Centre - Sud, du Centre - Est, du Plateau Central et de l'Est.



Les participants à l'atelier ont formulé des recommandations pour une amélioration de la politique en faveur de la nutrition au Burkina Faso

Pendant deux jours, ce cadre a permis aux participants de cerner le contenu de la politique et ses documents opérationnels à savoir le plan stratégique, le plan de suivi-évaluation, la stratégie de communication et de plaidoyer et le guide d'organisation des cadres de concertations en nutrition.

Dans son mot introductif, la Secrétaire Technique chargée de l'Alimentation et de la Nutrition, Dr Ella COMPAORE est revenue sur la nécessité d'une synergie d'actions entre tous les secteurs pour lutter efficacement contre la malnutrition. « La question de la nutrition n'est pas seulement une affaire du Ministère en charge de la santé. Nous sommes -

dans une approche multisectorielle donc la contribution de tous les secteurs ayant des interventions sensibles ou spécifiques à la nutrition est nécessaire pour l'atteinte des objectifs », a-t-elle indiqué. Quant aux participants, ils ont salué l'initiative qui leur a permis de découvrir davantage leur rôle et responsabilité dans la mise en œuvre des interventions dans le domaine de la nutrition. Ils entendent jouer leur partition dans leurs départements respectifs dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Multisectorielle de Nutrition (PNMN).

A noter que des ateliers similaires de dissémination de la PNMN ont déjà été organisés -

au profit d'autres régions, des structures au niveau central et des hommes de médias.

Comité de rédaction

Les 5 axes stratégiques de la politique nationale multisectorielle de nutrition

Axe stratégique I	Réduction de la sous-nutrition
Axe stratégique II	Réduction des carences en micronutriments
Axe stratégique III	Renforcement de la lutte contre la surnutrition et les maladies chroniques non transmissibles liées à la nutrition
Axe stratégique IV	Renforcement de la sécurité sanitaire des aliments
Axe stratégique V	Amélioration de la gouvernance en matière de nutrition

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Plus de 3 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire

La première session du comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA) s'est tenue les 28 et 29 mars 2022 à Ouagadougou. Objectif, valider les résultats des différentes analyses et les bilans céréalier et alimentaire pour la période de consommation 2021-2022.

Des travaux du comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA), il ressort que la production céréalière définitive, estimée à 4 661 140 tonnes, enregistre une baisse de 10% par rapport à la campagne passée. Celle des cultures de rente, de 1 451 144 tonnes, est en baisse de 19,54% par rapport à la campagne passée et celle des autres cultures vivrières est de 693 458 tonnes soit une baisse de 28,36% par rapport à la campagne agricole écoulée.

Cette tendance baissière des disponibilités alimentaires couplée à la hausse des prix des produits agricoles impacte négativement la sécurité alimentaire des populations. Les différents facteurs de vulnérabilité exposent 3 453 510 personnes à une situation de crise alimentaire pour la période de juin à août 2022 si aucune assistance alimentaire adéquate n'est faite.

Aussi, la situation pastorale présente également un déficit. En effet, en plus du déficit fourrager relevé dans quinze (15) provinces du pays, les excédents relevés dans d'autres localités sont difficilement accessibles. Ceci, en raison de la mobilité réduite du bétail due au contexte sécuritaire difficile dans les zones d'intérêt pastoral. A cela s'ajoutent des pertes de volailles causées par la grippe aviaire.

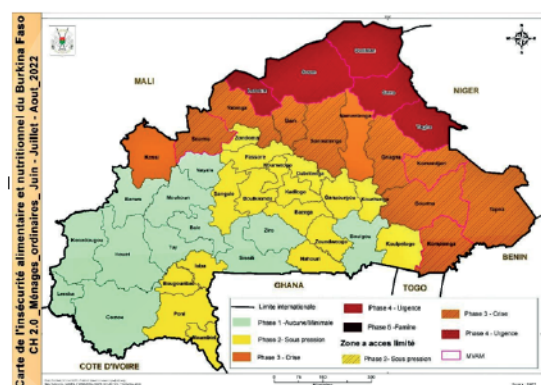
En réponse à cette situation, le gouvernement a mis en place un Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV)-2022 d'un cout global de 252 622 006 530 FCFA.

Les participants à la session ont recommandé à l'endroit du Gouvernement et de ses partenaires des interventions auprès des populations vulnérables à l'effet d'apaiser leur souffrance.

Il s'agit entre autres du renforcement de l'assistance humanitaire et des actions de résilience en faveur des populations vulnérables puis du développement d'un mécanisme spécifique de suivi-évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les zones inaccessibles.

Comité de rédaction

Situation projetée (juin-juillet-août 2022)



Phase	Nbre de provinces	Pop (X1000)
Minimal	12	12 469
Scus Pression	17	5 331
Crise	11	2 825
Urgence	5	628
Famine	0	0
Phase 3 à 5	16	3 453

Bilan de la réponse nutrition d'urgence T1 2022

Indicateur	Cible	Atteint	Taux de réalisation
Total d'enfants de 6-59 mois attendu en traitement de malnutrition aigue sévère (MAS)	89 648	10 994	12%
Total d'enfants de 6-59 mois attendu en traitement de malnutrition aigue modéré (MAM)	86 852	18 855	22%
Total de femmes enceintes et allaitantes (FEFA) attendu en traitement de malnutrition aigue (MA)	41 173	8 157	20%
Total de femmes enceintes et allaitantes (FEFA) en besoin d'activités de promotion des bonnes pratiques de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence (ANJE-U)	301 823	84 161	28%
Nombre d'enfant de 6 à 23 mois en risque de malnutrition ayant besoin de rations de protection	125 517	51 227	41%
TOTAL	645 012	173 394	27%

Chiffre clé de la reponse nutrition d'urgence dans 171 communes du plan de reponse humanitaire.

Source : Cluster Nutrition.

Signification des phases de classification de l'insécurité alimentaire aigue	Phase 3 : crise	Phase 4 : urgence	Phase 5 : catastrophe / famine
Phase 1 : aucune/minimale Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires.	Les ménages ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aigue élevée ou supérieure aux niveaux habituels.	Les ménages ont d'importants déficits de consommation alimentaire traduits par une malnutrition aigue très élevée et une mortalité.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs besoins de base.
Phase 2 : Sous-pression Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate			



Population en insécurité alimentaire en situation projetée (juin-juillet-août 2022)

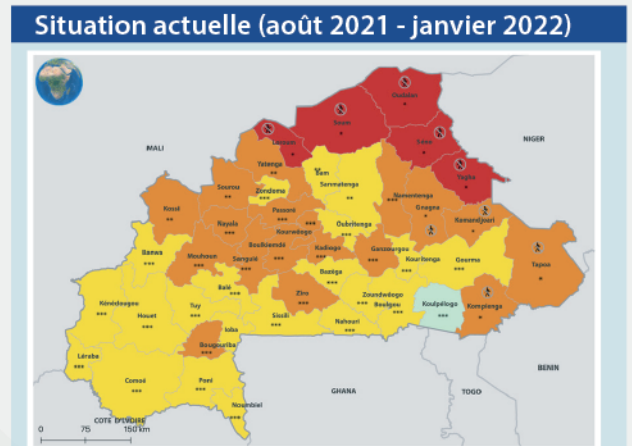
Région	Bocle du Mouhoun	Cascaus	Centr	Centre-Est	Centre-Nord	Centre-Ouest	Centre-Sud	Est	Hauts-Bassins	Nord	Plateau Central	Sahel	Sud-Ouest	Burkina Faso
Totale en phase 3 & 5	229 907	27 028	116 124	83 197	575 082	73 752	41 884	591 768	61 031	549 085	59 919	685 210	53 987	3 453 510

ANALYSE IPC DE LA MALNUTRITION AIGUË

Une situation nutritionnelle préoccupante dans la plupart des 45 provinces

L'analyse IPC fait le point de la situation de la malnutrition aiguë sur la période de août 2021 à juillet 2022. Selon l'analyse IPC, 699 000 enfants âgés de 6 à 59 mois souffriraient de malnutrition aiguë dans les 45 provinces du Burkina Faso. Le rapport de l'analyse IPC est divisée en deux périodes principales, il s'agit de la situation actuelle qui s'étend de août 2021 à janvier 2022 et de la situation projetée de février à juillet 2022 (période projetée1 de février à avril et période projetée2 de mai à juillet).

Chiffre clés		Août 2021-Juillet 2022	
 699 027	Malnutrition aiguë sévère (MAS)	179252	
	Malnutrition aiguë modérée (MAM)	519775	
Nombre d'enfants de 6-59 mois malnutris aiguë ayant besoin d'un traitement	 163 000	Femmes enceintes ou allaitantes malnutries aiguë ayant besoin d'un traitement	



situation nutritionnelle en chiffre

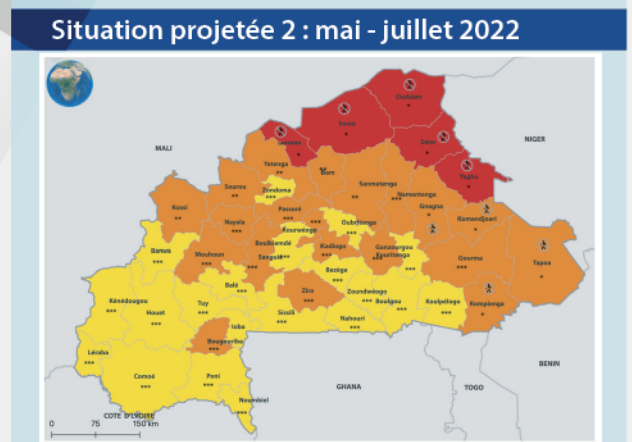
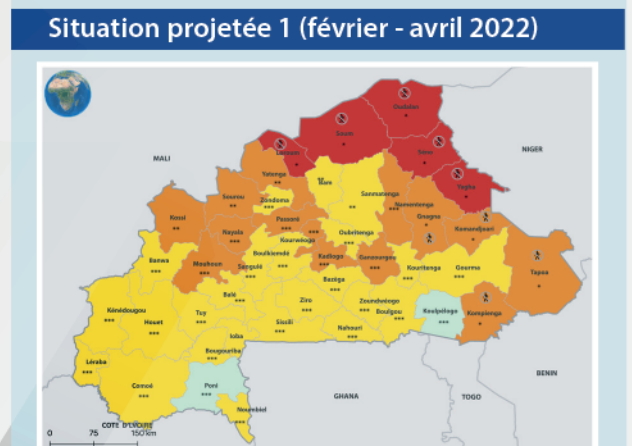
Selon le rapport de l'analyse IPC de la malnutrition aiguë effectué dans les 45 provinces du pays, sur la période de août 2021 à janvier 2022, seulement une province est en situation acceptable. Vingt et un (21) provinces sont en situation d'alerte, dix-huit (18) autres sont en situation sérieuse et cinq (5) provinces sont classées en phase critique.

L'analyse IPC retient comme facteurs contributifs à la malnutrition aiguë dans les provinces classées en phase sérieuse et plus : un apport alimentaire inadéquat, les prévalences élevées des morbidités infantiles (fièvre et diarrhée), les mauvaises conditions d'hygiène (inaccessibilité à des installations d'assainissement) et la faible couverture d'accès à l'eau potable.







Par ailleurs, les effets négatifs de la crise sécuritaire ont engendré des déplacements massifs de populations dans presque la moitié du pays, soit 6 des 13 régions (Nord, Sahel, Centre-est, Centre-nord, Boucle du Mouhoun et Est). La fermeture ou le dysfonctionnement des structures de santé dans les provinces d'accès humanitaire limité a réduit l'accès aux soins des populations.

L'impact de la crise sanitaire relative à la pandémie de la COVID-19 constitue également un facteur contributif négatif majeur de la situation nutritionnelle des plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants de moins de cinq ans.

Comité de rédaction



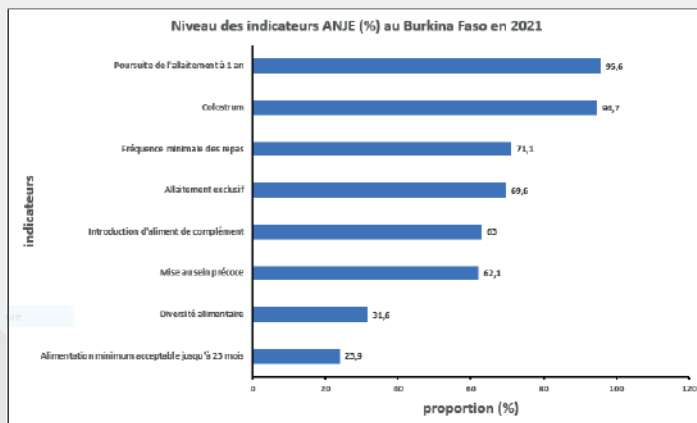
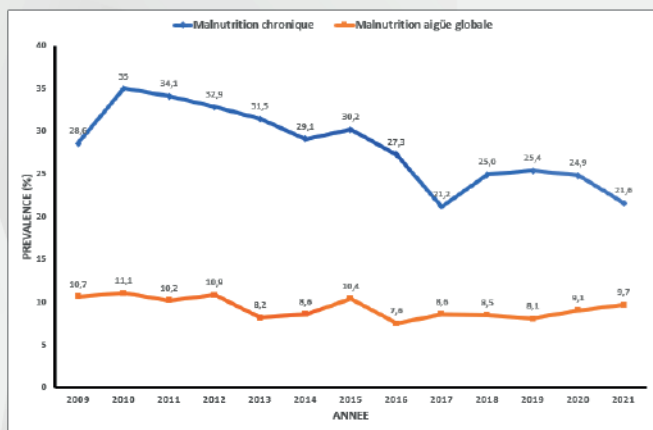
Classification IPC des phases de la malnutrition aiguë

 1 - Acceptable	 4 - Critique	* Niveau de preuve
 2 - Alerte	 5 - Extrêmement critique	** Acceptable
 3 - Sérieuse		*** Moyen
		**** Élevé
		 Peu de preuves car accès humanitaire

ENQUETE NUTRITIONNELLE NATIONALE 2021

01 enfant sur 10 est malnutri au Burkina Faso

L'enquête nutritionnelle nationale s'est déroulée du 27 septembre au 22 octobre 2021 dans un contexte marqué par l'insécurité et la maladie à coronavirus. Pour cette 13^e édition, les données de la région du Sahel n'ont pas été prises en compte au regard de la situation sécuritaire.



Prévalences de la malnutrition au niveau national de 2009 à 2021 selon les références OMS, 2006

En 2021, les prévalences de la malnutrition aiguë, de la malnutrition chronique et de l'insuffisance pondérale chez les enfants de 0 à 59 mois au plan national, sont respectivement de 9,7 % (dont 0,8 % de forme sévère) ; 21,6 % (dont 6% de forme sévère) et 17,5% (dont 3,4% de forme sévère). La surcharge pondérale a concerné 0,9% enfants et l'obésité 0,2%.

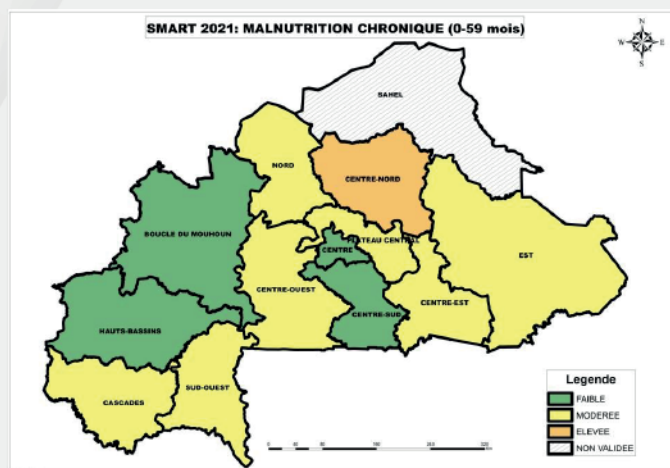
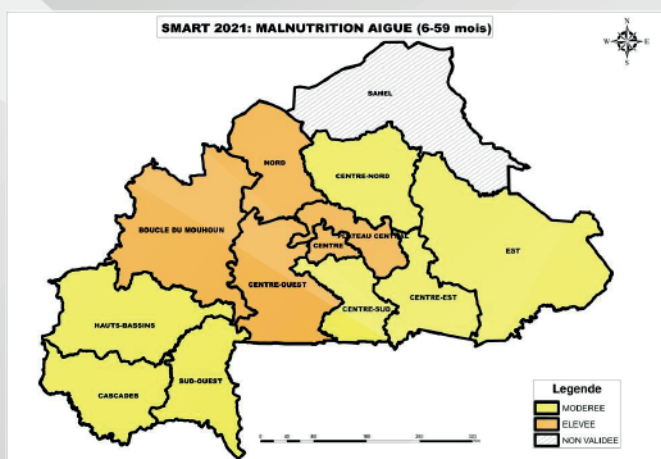
L'évaluation de la situation nutritionnelle des adolescentes et des femmes en âge de procréer à partir de l'Indice de masse corporelle (IMC) a donné une prévalence de l'insuffisance pondérale de 11,4% pour les Femmes de 15 à 49 ans.

La surcharge pondérale et l'obésité ont concerné respectivement 12,3% et 6,4% des femmes en âge de procréer. Chez les adolescentes de 10 à 19 ans, le surpoids et l'obésité étaient respectivement de 0,6% et 4,7%.

Concernant l'alimentation de complément, 31,6% des enfants ont consommé au moins cinq groupes d'aliment et 23,9% ont bénéficié d'une alimentation minimale acceptable. Quant à la consommation alimentaire chez les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans), 16,5 % d'entre elles ont consommé au moins cinq groupes d'aliments et 75,9% ont pris plus de 90 compri-

més de fer/acide folique au cours de leur dernière grossesse.

Comité de rédaction



PNIN-Burkina

Sur les traces de quelques acquis

Lancé officiellement le 21 janvier 2019, le projet « Plateforme Nationale d'Informations pour la Nutrition » (PNIN) a pour objectif principal de renforcer les systèmes d'analyse des données pour la nutrition afin de mieux informer les décideurs. Le pilotage technique du projet est assuré par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) et le volet stratégique est pris en charge par le Secrétariat technique chargé de l'amélioration de l'alimentation et la nutrition des mères et des enfants (STAN).

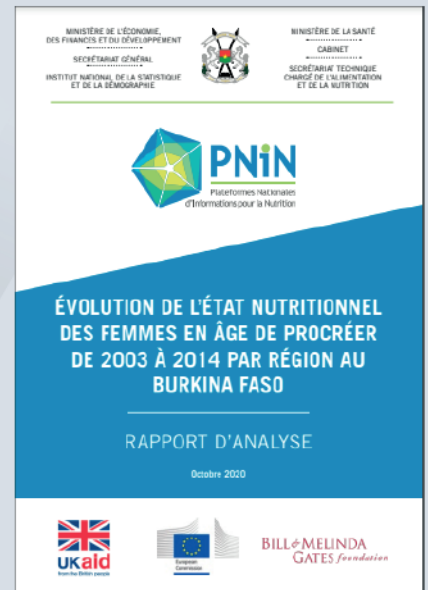
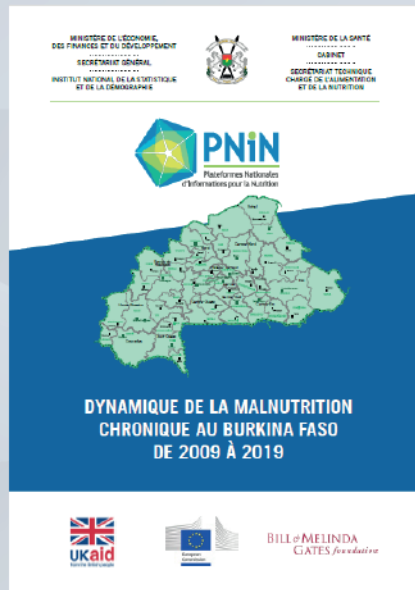
page d'accueil du site web de la PNIN Burkina www.nutrition.bf



A l'étape actuelle du processus de mise en œuvre de la PNIN, de nombreuses actions ont été réalisées. Pour atteindre les objectifs de l'initiative, l'accent a été mis dès le départ sur le renforcement des capacités. En effet, l'équipe PNIN et les points focaux des secteurs contributeurs à la nutrition ont vu leurs capacités renforcées dans plusieurs domaines notamment les techniques de collecte et d'analyse des données, le protocole de recherche, les concepts de base de la nutrition ainsi que la communication.

Ces acteurs ont été également dotés en matériel informatique pour mener à bien leur travail. Une bonne collaboration entre les acteurs de la plateforme multisectorielle de nutrition a permis de concevoir un catalogue des principales sources de données en nutrition au Burkina.

Un des acquis majeurs de la PNIN, c'est la disponibilité à ce jour des résultats d'analyse de six questions de recherche. (confère site web PNIN www.nutrition.bf) La diffusion des données est au centre des préoccupations de la PNIN. A ce sujet, les acteurs ont conçu une plateforme web qui a été officiellement lancée le jeudi 18 novembre 2021 et accessible au www.nutrition.bf. Aussi, des supports de communication adaptés aux différentes cibles sont élaborés et diffusés à travers plusieurs canaux.



Des acquis certes, mais des défis à relever

Le principal défi de la PNIN est de mener un plaidoyer au plus haut niveau en s'appuyant sur les résultats d'analyse des données pour une meilleure prise de décision en faveur de la nutrition.

Une telle action aura pour mérite d'améliorer la prise en compte de la nutrition dans les politiques sectorielles, la gouvernance et d'augmenter le financement domestique de la nutrition au Burkina. La deuxième phase de la PNIN officiellement lancée en mai 2022 et financée par l'UNICEF

entend poursuivre cette dynamique de production des données avec un accent sur la redevabilité et la gouvernance en nutrition.

Comité de rédaction

SOMMET DE TOKYO 2021

Le Burkina Faso s'engage à allouer 3% du budget national pour lutter contre la malnutrition

Le Sommet de Tokyo sur la Nutrition pour la croissance s'est tenu les 7 et 8 décembre 2021 au Japon. A cette occasion, le Gouvernement Burkinabè a annoncé plusieurs mesures visant à lutter contre la malnutrition dans les trois prochaines années.

Le gouvernement Burkinabè veut consacrer au moins 3% du budget national à la nutrition d'ici à 2024. Sur la même période, les produits entrant dans la composition des intrants de prévention et de prise en charge de la malnutrition seront détaxés. C'est en substance l'engagement pris par l'exécutif lors du sommet du Mouvement pour le renforcement de la nutrition tenu à Tokyo en 2021. Dans cet élan d'effort en faveur de la nutrition, le Burkina Faso bénéficiera d'une augmentation d'au moins 10 % sur les dépenses des partenaires techniques et financiers en faveur de la nutrition de 2018 à 2024.

A ce sommet, le Burkina Faso s'est engagé à réduire la prévalence de la malnutrition chronique de 25,4% (2018) à 20% d'ici à 2024. Puis celle de la malnutrition aiguë de 8,1% (2018) à moins de 5% en 2024. La mise en œuvre de ces engagements devra permettre d'augmenter la couverture indirecte de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) de 78,1 % en 2018 à 87% en 2024 et la couverture indirecte de la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée (MAM) de 30,5 % en 2018 à 40 % en 2024.

Au nombre des décisions figure par ailleurs la promotion de la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant.

A ce sujet, l'exécutif s'est engagé sur trois objectifs majeurs. Il s'agit d'augmenter le taux d'allaitement exclusif de 55,8% en 2018 à 69 % d'ici à 2024. Puis d'améliorer-

TOKYO NUTRITION FOR GROWTH SUMMIT 2021

Diet, Health, & Prosperity for All

le score de diversité alimentaire chez les enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un nombre minimum de groupes d'aliments de 24,6% en 2018 à 27,5 % en 2024. Il s'agira enfin d'augmenter le score de diversité alimentaire chez les femmes en âge de procréer qui reçoivent un nombre minimum de groupes d'aliments de 15,2% en 2018 à 26 % en 2024.

L'un des leviers sur lesquels le gouvernement veut actionner ses efforts, pour réduire la malnutrition, est le renforcement de la résilience à l'insécurité nutritionnelle dans les zones à forts défis sécuritaires. L'engagement à ce niveau vise à parvenir aux résultats selon lesquels au moins 80% des cas d'enfants malnutris (MAS et MAM) dans les régions-

à forts défis sécuritaires bénéficient d'une prise en charge et au moins 50% des enfants de moins de 24 mois bénéficient de services de promotion des pratiques optimales d'ANJE en situation d'urgence.

Comité de rédaction

MALNUTRITION CHRONIQUE DANS LES REGIONS LES PLUS CRITIQUES DU BURKINA

L'urgence d'agir

La situation de la malnutrition chronique ou retard de croissance demeure toujours préoccupante dans certaines régions comme le Sahel, l'Est et les Cascades qui présentent des prévalences toujours au-dessus du seuil critique de l'OMS (30 %). Les causes du retard de croissance sont multidimensionnelles et multisectorielles. Elles incluent la malnutrition prénatale, intra-utérine et post-natale, les maladies infectieuses et se trouvent plus aggravées par les situations d'urgence à savoir : les guerres, les catastrophes naturelles, les crises alimentaires, les situations de crises prolongées. Il y a donc lieu d'agir sur certains déterminants pour améliorer les indicateurs.

La malnutrition chronique se caractérise par un retard de croissance (enfant de taille inférieure à la moyenne pour un âge donné), qui est dû à des carences nutritionnelles répétées et prolongées. Cette situation est généralement la conséquence d'une alimentation inadéquate et/ou de maladies survenues pendant une période relativement longue ou qui se sont manifestées à plusieurs reprises.

Des disparités sont observées aussi bien entre les régions qu'au sein des régions. Certaines régions ont des prévalences qui dépassent toujours le seuil critique de l'OMS (30 %). Ainsi, les prévalences régionales les plus élevées sont observées, dans les régions du Sahel (42,9 % à 36,7 %), des Cascades (43,1 % à 33,5 %) et de l'Est (de 43 % à 31,6 %).

la réalisation des infrastructures. Au regard de l'importance des données dans l'optimisation des interventions, il est judicieux de conduire des études complémentaires pour déterminer les facteurs les plus influents sur la malnutrition chronique. La question sécuritaire demeure une équation à résoudre car elle a un impact sur l'état nutritionnel des populations. Les autorités sont donc interpellées à agir pour sauver des vies.

« La nécessité d'agir »

Comité de rédaction

« La malnutrition, un fléau aux conséquences fâcheuses »

En termes de conséquences, le retard de croissance est associé à des fonctions cognitives amoindries et des performances scolaires réduites chez le jeune enfant. Il peut aussi entraîner un risque accru de maladies non transmissibles s'il s'accompagne d'un gain excessif de poids plus tard au cours de l'enfance.

Un retard de croissance peut entraîner une faible stature à l'âge adulte, une masse corporelle maigre et réduite et une productivité plus faible. Les femmes qui ont souffert d'un retard de croissance pendant leur enfance, ont elles-mêmes des nourrissons d'un faible poids à la naissance, contribuant ainsi au cycle intergénérationnel de la malnutrition.

« Des chiffres alarmants »

Au Burkina Faso, selon les résultats des enquêtes nutritionnelles nationales (ENN), la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans est passée de 35,1% en 2009 à 21,6 % en 2021.

La situation de la malnutrition chronique dans ces trois régions interpelle à plus d'un titre à la prise de décisions et des actions pouvant agir sur les déterminants. Pour cela, tout doit être mis en œuvre pour augmenter le budget alloué à la nutrition de manière générale et particulièrement dans ces trois régions.

Cela permettra de renforcer la lutte contre les pathologies (diarrhée, IRA, paludisme), la sensibilisation de la population sur les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, la couverture de la supplémentation en vitamine A ainsi que le déparasitage dans les zones critiques de malnutrition. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, un accent doit être mis sur la réalisation des infrastructures. Au regard de l'importance des données dans l'optimisation des interventions, il est judicieux de conduire des études complémentaires pour déterminer les facteurs les plus influents de la malnutrition chronique. La question sécuritaire demeure une équation à résoudre car cela a un impact sur l'état nutritionnel des populations. Les autorités sont donc interpellées à agir pour sauver des vies. en vitamine A ainsi que le déparasitage. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, un accent doit être mis sur la -

Rétrouvez - nous sur notre plateforme



www.nutrition.bf



BILL & MELINDA
GATES foundation



Adresses de la structure
**Avenue Pascal ZAGRE,
Ouaga 2000, Ouagadougou
Burkina Faso**
Tél. +226 25 49 85 02
Email: insd@insd.bf

Réjoignez nous sur :
Facebook.com / PNIN
www.nutrition.bf